

**Convention collective**

IDCC : 9101. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE  
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION  
DE MATÉRIEL AGRICOLE  
(AUBE)**

**(18 janvier 1977)**

(Etendue par arrêté du 20 février 1978,  
*Journal officiel* du 29 mars 1978)

■ *Journal officiel* du 28 novembre 2009

**Arrêté du 21 novembre 2009 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations de  
polyculture et d'élevage et les coopératives d'utilisation de maté-  
riel agricole du département de l'Aube (n° 9101)**

NOR : AGRS0927786A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu les articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 du code du travail ;

Vu l'arrêté du 20 février 1978 portant extension de la convention collec-  
tive de travail du 18 janvier 1977 concernant les exploitations de polyculture  
et d'élevage et les coopératives d'utilisation de matériel agricole du départe-  
ment de l'Aube et les arrêtés successifs portant extension des avenants à  
ladite convention ;

Vu l'avenant du 4 novembre 2008 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 28 octo-  
bre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et  
accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la  
famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 68 du 4 novembre 2008 à la convention  
collective de travail du 18 janvier 1977 concernant les exploitations de poly-  
culture et d'élevage et les coopératives d'utilisation de matériel agricole du

département de l'Aube sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention, sous réserve de l'application, à l'avant-dernier alinéa de l'article 7 de la convention, des dispositions de l'article L. 1221-26 du code du travail.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 21 novembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur adjoint des affaires financières,  
sociales et logistiques,*  
P. AUZARY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/40, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8,20 €.